ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Base de données de l'Accord sur la facilitation des échanges

TFAD

Fidji

Accord ratifié: Oui

Date de ratification: 2017-05-01

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)			Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C			22 février 2017	Oui
A - 32.4%	B - 35.3%	C - 32.4%	**Not yet notified** - 0.0%	
Notification des dates indicatives de la Categorie B			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie B			22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Categorie C			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie C			22 août 2019	Oui
Notification des bésoins d'assistance technique			22 février 2017	Oui
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique			22 février 2018	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique			22 août 2019	Oui

Notifications de transparence			
Notified Art. 1.4	Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre 30 juin 2017	Non
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2025	Non
Notified Art. 10.6.2	Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2018	Non
Notified Art. 12.2	Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre 31 décembre 2018	Non

Renseignements sur l'assistance	
Notified Art. 22.3	Oui

Légendes: Oui Notification présentée Non Notification due Non Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2020
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2020
1.3	Points d'information	B	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
1.4	Notification	B	au plus tard le 30 juin 2017	au plus tard le 30 juin 2017
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	B	au plus tard le 31 décembre 2017	au plus tard le 31 décembre 2018
2.2	Consultations	B	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
3	Décisions anticipées	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2020
4	Procédures de recours ou de réexamen	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2021
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	B	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
5.2	Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3	Procédures d'essai	C	au plus tard le 31 décembre 2021	au plus tard le 31 décembre 2023
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 31 décembre 2017	au plus tard le 31 décembre 2018
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	A		au plus tard le 22 février 2017
6.3	Disciplines en matière de pénalités	A		au plus tard le 22 février 2017

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.1	Prétraitement avant arrivée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.2	Paiement par voie électronique	B	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
7.3	Séparation de la mainlevée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.4	Gestion des risques	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2021
7.5	Contrôle après dédouanement	A		au plus tard le 22 février 2017
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
7.7	Opérateurs agréés	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2021
7.8	Envois accélérés	A		au plus tard le 22 février 2017
7.9	Marchandises périssable	A		au plus tard le 22 février 2017
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières	B	au plus tard le 31 décembre 2017	au plus tard le 31 décembre 2018
9	Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1	Formalités	C	au plus tard le 31 décembre 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
10.2	Acceptation de copies	A		au plus tard le 22 février 2017
10.3	Utilisation des normes internationales	B	au plus tard le 31 décembre 2021	au plus tard le 31 décembre 2021

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
10.4	Guichet unique	C	au plus tard le 31 décembre 2021	au plus tard le 31 décembre 2025
10.5	Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6	Recours aux courtiers en douane	B	au plus tard le 31 décembre 2017	au plus tard le 31 décembre 2018
10.7	Procédures communes à la frontière	A		au plus tard le 22 février 2017
10.8	Marchandises refusées	A		au plus tard le 22 février 2017
10.9	Admission temporaire de marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
11	Transit	Ap Bp	du 22 février 2017 au 31 décembre 2017	du 22 février 2017 au 31 décembre 2018
12	Coopération Douanière	B	au plus tard le 31 décembre 2017	au plus tard le 31 décembre 2018

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/N/FJI/3	2025-06-27	Donor arrangements and progress in the provision of technical assistance

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/N/FJI/1/Add.1	2019-08-30	Category C notification - Addendum
G/TFA/N/FJI/2	2019-07-10	Notification Art. 22.3
G/TFA/N/FJI/1	2018-06-07	Category B notification
WT/PCTF/N/FJI/1	2017-01-23	Category A, B and C notification

Partage d'experiences

Digitalization

Date	Title
22 octobre 2024 - 24 octobre 2024	Digitalizing Trade Controls for Improved Waste Management and Recycling

Information détaillée sur l'assistance technique

1.1 Publication

C

1.1.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

Politique/cadre juridique
Expertise technique pour l'élaboration de publications accessibles, et pour la traduction dans les deux autres langues officielles.

Procédures
• Une assistance est nécessaire pour passer en revue les publications produites par les organismes présents aux frontières et élaborer des procédures plus formelles, afin de publier les renseignements relatifs au commerce sous une forme facilement accessible, et pour prévoir des dispositions permettant au personnel des organismes pertinents d'avoir connaissance de cette obligation.

Ressources humaines et formation
• Formation de tous les fonctionnaires des organismes présents aux frontières pertinents, pour améliorer leur compréhension des obligations internationales des Fidji, de la législation nationale pertinente et des rôles et responsabilités des autres organismes présents aux frontières afin de faciliter les échanges.
• La formation portera aussi sur l'identification du type de renseignements que les organismes doivent publier.

TIC
• Mettre sur pied des sites Web conviviaux permettant de trouver facilement les renseignements pertinents.
• Renforcer les capacités des autres organismes présents aux frontières en matière de systèmes informatiques.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation, Procédures institutionnelles, Sensibilisation*

Agences: Banque mondiale

Progrès rapporté

The key trade facilitation agencies such as the Fiji Revenue and Customs Services, Biosecurity Authority of Fiji, Ministry of Forestry, Ministry of Fisheries, etc. have published information in relation to Article 1.1. This includes legislation, import and export forms, application and clearance guides and procedures including checklists, license requirements and schedule of fees and charges.

There has been significant progress made on the development of publications by respective Government Departments and Agencies.

As part of the implementation of the National Trade Portal for Fiji with World Bank Group support, a thorough review of the status and the quality of regulatory information provided has been undertaken. World Bank assistance is provided to key agencies, including the Biosecurity Authority of Fiji, which is currently developing new legislation, and assistance is provided to review and update all published information to align it with the new legislation.

With over 98% of content uploaded to date, the National Trade Portal for Fiji will officially launch in July 2025.

Areas of assistance required:
None identified.

C

1.2.1 (a), (b), (c)
1.2.2
1.2.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

Politique/cadre juridique
• Assistance nécessaire pour l'élaboration de la législation et des politiques pertinentes en vue de la mise à disposition des renseignements sur Internet.

Procédures
• Élaborer un aide mémoire facile à utiliser pour les importations et les exportations, ainsi que des lignes directrices sur les redevances et impositions à l'exportation et à l'importation.

Ressources humaines et formation
• Formation du personnel informatique en matière de conception, de développement et de tenue à jour de sites Web.

TIC
• Certains organismes n'ont pas un personnel technique suffisant et compétent pour tenir à jour les sites Web concernés. Les organismes ont besoin d'experts spécialisés pour incorporer et tenir à jour le contenu sur un (ou plusieurs) site(s) Web et, à terme, pour concevoir, développer et tenir à jour un nouveau site Web.
• Assistance nécessaire pour établir un guichet unique en ligne commun à tous les organismes regroupant les renseignements sur les importations, les exportations et le transit.
• Assistance nécessaire pour mettre de plus en plus fréquemment à disposition sur les sites Web du gouvernement des renseignements dans plusieurs langues, y compris dans les langues officielles.
• Infrastructure/matériel – assistance nécessaire pour aider les organismes présents aux frontières à utiliser le matériel et les logiciels pertinents. Besoin en outre de la technologie de gestion de contenus Web la plus couramment utilisée pour apporter des modifications rapides aux sites Web et communiquer ces modifications à toutes les parties intéressées.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Agences: Banque mondiale

Progrès rapporté

Fiji has made significant progress in the development of individual agency websites. The following key trade facilitation agencies have published their trade-related information on their respective websites:

Fiji Revenue and Customs Services - www.frcs.org.fj/
Biosecurity Authority of Fiji - https://www.baf.com.fj/
Ministry of Forestry - https://www.forestry.gov.fj/
Ministry of Fisheries - https://www.fisheries.gov.fj/index.php/forms
Telecommunications Authority of Fiji - http://www.taf.org.fj/Licensing/Import-Permit.aspx
Ministry of Waterways and Environment - https://www.mowe.gov.fj/permits-licenses/
Ministry of Commerce, Trade, Tourism and Transport - https://www.mcttt.gov.fj/divisions/trade-unit/programmes/international-trade-agreements/
Laws of Fiji - https://www.laws.gov.fj/
Government Directory - https://directory.digital.gov.fj/

Following a series of capacity building Workshops undertaken by the World Bank Group which demonstrated potential Trade Portal options and helped initiate National Trade Facilitation Committee (NTFC) discussions on the requirements needed when implementing a National Trade Portal, at the request of the Government of Fiji, the World Bank Group is currently in the process of implementing a National Trade Portal for Fiji, with an official launch date aimed for July 2025. As part of the implementation, a framework was developed and is currently used as a roadmap not only for establishing the National Trade Portal. The implementation is at over 98% Content upload to date, and most of the trade-related information from different respective trade facilitation agencies for publication has been consolidated, and all the work processes and information flows reviewed. World Bank support is providing the project management needed for the development of the National Trade Portal for Fiji.

Areas of assistance required:
None identified.

3.1 **3.2 (a), (b)** **3.3** **3.4** **3.5** **3.6 (a), (b), (c)** **3.7** **3.8** **3.9 (a) (i), (ii), (i), (ii), (iii), (iv), (c), (d)**	**Date indicative de mise en oeuvre** 31 décembre 2019	**Date définitive de mise en oeuvre** 31 décembre 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – l'Administration fiscale et douanière des Fidji (FRCA) a besoin d'une assistance technique pour élaborer les lois et politiques pertinentes qui lui permettront de prendre des décisions anticipées.
• Procédures – assistance pour l'élaboration des procédures pertinentes afin de prendre et faire appliquer les décisions anticipées de manière efficace.
• Ressources humaines et formation – formation et sensibilisation des fonctionnaires de la FRCA en ce qui concerne l'importance des décisions anticipées et les modalités de leur mise en œuvre.
• TIC – assistance technique nécessaire pour intégrer les décisions anticipées dans des systèmes douaniers automatisés.
• Infrastructure/matériel – pour soutenir idéalement le processus de décision en matière de classification, une assistance est nécessaire pour améliorer les laboratoires dans lesquels sont effectués les essais pour la classification des produits.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation, Procédures institutionnelles*

Agences: Organisation mondiale des Duanes

Progrès rapporté

The Fiji Revenue and Customs (FRCS) have implemented an advance ruling regime. The Customs Act 1986 (under the sections noted below) was amended and several traders have accessed the new regime.

Customs Act 1986 – Advance Ruling amendments
Section 154 A Application for customs
Section 154 B Notice of Customs ruling
Section 154 C Effect of Customs ruling
Section 154 D Confirmation of basis of Customs ruling
Section 154 E Amendment of Customs ruling
Section 154 F Cessation of Customs ruling
Section 154 G Appeal from decision of Comptroller
Section 154 H No liability where Customs ruling relied on

Fiji had requested assistance to undertake an independent review of the quality of the implemented advance ruling processes. In October 2022, the WCO conducted a review of the process and advised that the programme was compliant with all requirements; however, there was a need to improve public awareness of the process. FRCS is undertaking this work.

Areas of assistance required:
None identified.

4.1 (a), (b)
4.2
4.3
4.4 (a), (b), paragraph
4.5
4.6

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – assistance technique à apporter aux organismes pertinents pour l'élaboration de politiques et de lois en vue de la mise en place de procédures de recours ou de réexamen efficaces.
• Procédures – assistance nécessaire pour l'élaboration de directives relatives aux recours, en tant que stratégie de communication visant à faire en sorte que les milieux d'affaires soient pleinement informés au sujet du système de recours.
• Par ailleurs, assistance nécessaire pour mettre en place les mécanismes et procédures de recours et de réexamen dans les autres organismes présents aux frontières.
• Ressources humaines et formation – assistance technique pour renforcer les capacités des organismes pertinents en vue d'une meilleure compréhension des procédures de recours et de réexamen.
• Élaboration de publications pour sensibiliser le secteur privé à cette disposition.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Banque mondiale, Organisation pour l’alimentation et l’agriculture

Progrès rapporté

The Fijian Constitution provides rights and procedures for appeal and review in general, and specifically under Fiji's Customs Act. This includes provisions for appeal or review by higher authority under Part 23—Appeals, Section 36B (5) and Section 101A (4).

The Fiji Revenue and Customs Service (FRCS) has published guidelines and Standard Operating Procedures to implement the appeal provisions within their Customs Act 1986.

The FAO has assisted the Biosecurity Authority of Fiji (BAF) in developing an initial draft of the legislation, which includes the appeal and review procedures. The WBG is currently assisting BAF in finalising the legislation and the required regulations.

World Bank Group is currently providing support to BAF to finalize the legislation, including assistance to BAF to implement the appeal and review provisions, including:

• Review existing appeal and review legislation and processes within other key trade facilitation agencies and develop a work plan to manage any reform that is required;
• The development of appeal and review guidelines, Standard Operating Procedures, and the provision of public information; and
• Training for staff and clients.

Areas of assistance required:
None identified.

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – élaboration des lois et politiques pertinentes pour les organismes tels que la FRCA et l'Autorité des Fidji pour la biosécurité (BAF), afin que les négociants aient droit à un second essai.
• Ressources humaines et formation – renforcement des capacités des organismes présents aux frontières, des techniciens de laboratoire et des établissements universitaires pertinents en matière de second essai.
• Institutions – assistance technique et renforcement des capacités nécessaires aux établissements universitaires et aux laboratoires publics et privés pour la réalisation de seconds essais.
• Infrastructure/matériel – mise en place d'un (ou plusieurs) laboratoire(s) accrédité(s) pour réaliser les seconds essais.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Nouvelle-Zélande

Agences: Banque mondiale, PHAMA Plus

Progrès rapporté

Fiji has established a Test Procedures Working Group under the National Trade Facilitation Committee. The group has developed a Position Paper and an initial work plan to undertake a scoping and gap analysis (ongoing). The working group is led by the Biosecurity Authority of Fiji and consists of 10 other trade facilitation agencies.

The Department of National Trade Measurements and Standards has developed new standards and testing regimes for some traded products that are engaged with the initiative assesses laboratory capacity and future needs on a regional basis.

The following specific activities have been undertaken:

• The NZMPI Aid Project has implemented the following:

- Facility Upgrade, including increased floor space and equipment availability in the Post-Entry Quarantine laboratory at Koronivia. They are now able to conduct molecular-level testing. BAF provided staff training and certification, and existing SOPs were updated.

- Serological (ELISA) and molecular (PCR) testing for local animal diseases (e.g., American Foul Brood) and exotic diseases (e.g., Foot and Mouth Disease, Infectious Bursal Disease, African Swine Fever, etc.).

The World Bank Group is assisting the Working Group to undertake the scoping requirements to identify the future needs for new or updated testing facilities, or to existing facilities for 2nd testing, to ensure access to the second test for the private sector. Planning workshops were conducted in February and June 2023. BAF is currently examining the current requirements for 2nd testing and the future feasibility of undertaking these tests in Fiji or elsewhere. The World Bank Group is also reviewing the current draft of the Biosecurity legislation related to 2nd testing procedures, as well as providing support to BAF on adopting a risk-based approach for testing and inspection. A draft policy addressing test procedures is currently in the development process with support from the World Bank Group.

Areas of assistance required:

Fiji requires assistance to develop the following 2nd testing requirements:
• Specifics of laboratory requirements and accreditation to achieve compliance.
• Laboratory training and capacity development requirements.
• 2nd testing implementation strategy (including processes and timing).
• Implementation of policy and standard operating procedures when legislation is approved.
• Potential automation and laboratory sample tracking.
• Stakeholder consultancy and awareness on secondary tests.

7.4.1
7.4.2
7.4.3
7.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – assistance technique nécessaire pour l'élaboration d'un mécanisme permettant de renforcer la coordination et la collaboration entre organismes présents aux frontières pour l'identification des risques et l'application de la gestion des risques.
• Procédures – assistance technique pour l'élaboration des procédures nécessaires à la mise en œuvre efficace du système de gestion des risques.
• Ressources humaines et formation – assistance technique pour renforcer les capacités des organismes présents aux frontières pertinents, afin qu'ils comprennent pleinement le système de gestion des risques et puissent l'appliquer.
• TIC – assistance nécessaire pour l'acquisition et l'amélioration des capacités technologiques nécessaires à la mise en œuvre d'un processus de gestion des risques adéquat.
• Infrastructure/matériel – assistance pour le déploiement des technologies nécessaires à la mise en œuvre d'un système de gestion des risques adéquat (appareils de radiographie, scanners ou matériel d'essai en laboratoire, par exemple).

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Agences: Banque mondiale

Progrès rapporté

The World Bank Group facilitated the Border Risk Management and Digital Information workshop in New Zealand, from 2-6 December 2019, where Pacific Biosecurity and Customs representatives from five Pacific Island countries were provided briefings, demonstrations, and initial training on Risk Compliance and developing a risk management and targeting regime. In 2023, the World Bank Group has undertaken Risk Management workshops with BAF, MoH, and FRCS to assist the integration of BAF risk management process within ASYCUDA for improved targeting. BAF is currently completing an analysis of all current risk commodities to finalise an initial risk regime.

The World Bank Group is assisting Fijian border agencies to analyse current capabilities, implement an effective risk management system based on a common methodology, and develop an overall agency risk management framework. This will include promoting a regional approach to managing risk, and initial regional planning was undertaken in Sydney in December 2022.

BAF is currently working with FRCS to develop joint risk profiles and reduce the incidence of physical inspections for low-risk consignments.

Areas of assistance required:

Fiji requires assistance to develop an effective risk-based targeting system and training of officials from all border agencies to enable them to participate in an integrated risk-based approach. This may include the development of a joint targeting centre for all border-related profiling, vessel/packaging, and commodity screening.

C

7.6.1
7.6.2

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Procédures – assistance nécessaire pour la mise en place de systèmes permettant de respecter les prescriptions de l'AFE relatives à la capacité de mesurer et de publier régulièrement les temps moyens nécessaires à la mainlevée.
• Ressources humaines et formation – assistance pour renforcer les capacités des fonctionnaires des organismes présents aux frontières pertinents en vue de la réalisation d'une étude sur le temps nécessaire à la mainlevée.
• TIC/matériel – assistance nécessaire pour le développement et la mise en œuvre d'un système automatisé permettant d'éliminer les inexactitudes dans la mesure du temps nécessaire aux processus.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Agences: Banque mondiale, Organisation mondiale des Duanes

Progrès rapporté

The World Customs Organisation (WCO) provided training to the members of the National Trade Facilitation Committee Working Group on utilizing the WCO Time Release Study Tool and identifying key 'testing points' in the clearance to prepare a TRS survey. The TRS Working Group developed an initial survey; however, it was not conducted due to the impact of COVID-19 on cargo volume and release times.

In 2023, the World Bank Group provided further training and support for the TRS Working Group. FRCS led a Seaport TRS at both ports (Lautoka and Suva Ports) in June 2023. All Border Agencies were committed to ensuring that the findings are thoroughly vetted and validated before publication, as the study's outcomes hold significant implications for trade facilitation and economic growth in Fiji. Border Agencies analysed the extensive data collected from the TRS and, assisted by the World Bank Group, officially released the report in September 2024 and published the report on the FRCS website at:

https://frcs.org.fj/public-notice/national-time-release-study-report-2023-on-a-page/

https://frcs.org.fj/wp-content/uploads/2024/10/NATIONAL-TIME-RELEASE-STUDY-REPORT-2023.pdf

A new 2025 TRS for air cargo at Nadi International Airport is currently under preparation and is planned to run for two weeks during June 2025. The TRS will be a joint FRCS/BAF/MOH, with engagement and assistance from Air Terminal Services (ATS) and the Fiji Customs Brokers Association (FCBA).

The TRS Working Group is currently conducting a series of training workshops and field tests at Nadi Airport to provide an overview of the TRS Methodology and a refresher on the Fiji TRS System for Fiji Border Agencies and Industry. The goal is to consider the initial survey sheet, verify the processes (workflows, etc.), get feedback from counterparts, and establish the survey in the WCO TRS system.

It is anticipated that Fiji will require assistance in the next few years after the completion of the TRS analysis. The country aims to be self-sufficient for future TRS by 2026.

Areas of assistance required:
None identified.

7.7.1
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)
7.7.4
7.7.5
7.7.6

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – assistance nécessaire pour l'établissement d'un système d'opérateurs agréés plus ouvert (non discriminatoire, comme le système "Gold Card"), en vue du respect des lois et réglementations douanières et connexes.
• Procédures – assistance pour l'élaboration de procédures adéquates reposant sur des critères transparents aux fins de l'évaluation des opérateurs agréés qui remplissent des critères spécifiés dans le cadre d'un programme d'opérateurs de confiance comme le système "Gold Card".
• Ressources humaines et formation –renforcement des capacités de tous les organismes présents aux frontières, tels que la FRCA et la BAF, nécessaire pour assurer la pleine conformité avec cette mesure.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Australie

Agences: à determiner

Progrès rapporté

The Authorized Economic Operator (AEO) Framework was developed and published by the Fiji Revenue and Customs Services, and an AEO committee was formed in February 2018. The AEO was implemented on 25 January 2019. There are currently seven companies operating under the AEO scheme, where there is zero to minimal intervention from the border agencies regarding the clearance of the cargoes. Biosecurity Agency Fiji (BAF) has made informal agreements with the participating companies to offer similar services.

Australia Border Force (ABF) has assisted Fiji in reviewing the AEO programme, including the AEO Framework, developing AEO applications, AEO Validator questionnaire, and AEO SOPs. Fiji validated the existing AEO (7) companies, as well as validated the new companies that expressed their interest in joining the AEO Programme. This resulted in the increase of the number of AEO companies from 7 to 23 in February 2025 (below links for more information)

https://frcs.org.fj/?s=AEO

https://frcs.org.fj/news/2025-2/frcs-renews-gold-card-and-authorized-economic-operator-aeo-membership/

Areas of assistance required:

Fiji requires assistance for Ministry of Health and Medical Services (Food Unit), Fiji Ports Terminal Ltd, Airports Fiji Ltd and Biosecurity Agency Fiji (BAF) to implement formal authorized operator regimes.
Fiji is investigating future regional AO relationships within the Pacific and may require assistance as this concept is being developed.

C

10.1.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2019

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – assistance technique pour examiner les lois pertinentes en vue de simplifier les formalités relatives aux permis d'importation et d'exportation et autres prescriptions en matière de documents requis.
Une assistance est nécessaire pour la mise en place d'une stratégie applicable à l'échelle gouvernementale visant à instaurer le traitement électronique de l'ensemble des documents, en particulier dans les autres organismes présents aux frontières.
• Procédures – assistance nécessaire pour rationaliser les procédures dans l'ensemble des organismes présents aux frontières, afin d'éviter les doubles emplois en matière de procédures et de documents, dans le but de faciliter les échanges.
• Institutions – assistance technique nécessaire pour encourager la coordination entre les organismes présents aux frontières et aider les autres organismes à passer aux documents électroniques.
• Ressources humaines et formation – renforcement des capacités des fonctionnaires des organismes présents aux frontières pertinents en vue d'intensifier la coordination entre organismes.
• TIC – assistance nécessaire pour renforcer les capacités des autres organismes en ce qui concerne les outils des TIC, en vue d'assurer le respect des normes internationales en matière de systèmes informatiques et d'accélérer le dédouanement.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Banque mondiale, Alliance mondiale pour la facilitation des échanges

Progrès rapporté

Fiji has undertaken some initial projects through the NTFC working groups to reduce the duplication of paper and electronic reporting requirements. This has included the removal of the requirement for Shipping companies to provide paper manifests to the Ministry of Health (MOH) and the Biosecurity Agency Fiji (BAF). This cooperative approach was further demonstrated during the initial stages of the COVID-19 response when border agencies worked with industry to reduce physical contact processes by changing procedures enabling the acceptance of electronic documents for permits, joint inspections where practicable, and the abolition of the previous requirement for BAF clients to produce paper copies of all clearance documents at the port office prior to cargo clearance. BAF is still using a dual paper and electronic clearance process for imported goods at Suva Port.
Global Alliance assisted BAF and their clients to create Phytosanitary certificates on the GeNS, and in 2023, this was further enhanced to include industry and online access for certificate creation and a BAF approval process for export goods. World Bank Group, in partnership with UNCTAD, is developing connectivity between the BAF GeNS and ASYCUDA World to enhance timely clearance and verification of SADs for goods subject to phytosanitary requirements.

Areas of assistance required:

Fiji requires assistance to:

• Review relevant laws of other border agencies (Ministry of Health, Department of Fisheries, and Ministry of Environment) to enable streamlining, simplifying, and reducing, as needed, all trade-related formalities and documentation requirements.
• Development of a government-wide strategy to replace all trade-related formalities and documentation requirements with electronic processing, especially in other border-related agencies.
• Finalize BAFs transition to paperless cargo clearance processes.

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Assistance nécessaire:

• Politique/cadre juridique – assistance technique pour l'examen des lois pertinentes en vue de l'établissement d'un guichet unique national complet.
Assistance technique nécessaire pour définir un calendrier clair pour la mise en place du guichet unique.
• Procédures – élaboration de procédures et d'un aide mémoire fonctionnels pour établir efficacement un guichet unique national.
• Institutions – assistance technique pour renforcer les capacités des organismes présents aux frontières pertinents en vue de l'établissement d'un guichet unique national.
• Ressources humaines et formation – nécessité de renforcer les capacités des fonctionnaires des organismes présents aux frontières pertinents et des entreprises pour les sensibiliser, les équiper et les former en vue de l'établissement d'un guichet unique national.
• TIC – assistance pour assurer un accès de haut niveau, ou au moins raisonnable, au matériel TIC, en particulier pour les autres organismes présents aux frontières.
• Infrastructure/matériel – assistance nécessaire pour l'installation du matériel et des systèmes TIC adéquats dans certains organismes et aux points d'entrée.

Étiquettes: *Technologies de l’information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles, Sensibilisation*

Agences: Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Progrès rapporté

The World Bank Group delivered a National Single Window Visioning Workshop in 2018 to create awareness and develop a single window vision statement, which specified the need to implement an electronic trade single window system. An NTFC-led TFA working group framework was developed, and a specific joint agency and industry single window working group was established to progress work on considerations for the implementation of a single window in Fiji.

The working group identified that there were immediate opportunities for other border agencies and industry to utilize the current capability of the Fiji Revenue and Customs Service (FRCS) cargo reporting and clearance modules. For example, the industry provided some manifest and clearance information digitally to FRCS, but in paper format to other agencies. The working group implemented a pilot project to enable the other agencies to access the manifest and clearance information via the FRCS ASYCUDA World system. This has resulted in reduced need for printing and submission of review of paper documents, and more importantly, has developed a cooperative mindset in the agencies and industry to seek further improvements in IT connectivity.

World Bank Group provided technical assistance with the planning for a Single Window Roadmap for Implementation through the provision of a Fiji Digitization Gap Analysis to inform the design and guide the implementation of the Fiji National Single Window (FNSW). The Digitization Gap Analysis Report was delivered to the Government in December 2023, when senior Government and Industry representatives were briefed on the concept and received the green light to go ahead. The report helped identify the critical gaps in preparation for connecting and automating all border agencies to participate and seamlessly integrate into a national single window system. As part of the next step towards the implementation, an integrated NSW solution for border processes and procedures will be developed.

Among border agencies, BAF is currently developing a web-based import permit application module that allows users to search for import regulatory requirements and submit permit applications online, and which will be linked to the Fiji Trade Information Portal (FJTIP). Once logged in, users will be able to track the status of their applications through a dedicated dashboard. The objective is to transition from the existing paper-based process to a fully digital system. The system is expected to be fully operational by early July 2025. While the primary focus has been on automating the permit system, enabling importers and customers to search for import requirements and apply for permits online, no integration with the ASYCUDA system was envisaged due to budget constraints.

The World Bank is also assisting with the identification of connectivity between systems, such as between ASYCUDA World and IPPC GeNS, which is used by Biosecurity Agency Fiji (BAF) to send and receive electronic phytosanitary certificates, and with the evaluation of a maritime single-entry portal for regulatory maritime reporting (International Maritime Organization Maritime Single Window).

Areas of assistance required:

Window Roadmap for Implementation, planning, and coordinating future Single Window implementation. This includes establishing the linkages with other border agency systems and the capacity for the current Fiji IT infrastructure to manage a Single Window.

Légendes

C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	E	Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 22 novembre 2026
Mis à jour le 25 mars 2026

2026 © TFAD - http://www.tfadatabase.org